



30.03.11

Les députés de plus en plus nombreux contre les gaz de schiste



Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Ecologie, à l'Assemblée nationale le 17 novembre 2010.

ENERGIE - Le débat qui a eu lieu ce mardi à l'Assemblée nationale a révélé l'opposition de nombreux députés aux projets d'extraction de gaz de schiste, y compris dans les rangs de la majorité...

«Que les choses soient claires: il est hors de question d'exploiter en France les gaz de schiste au moyen de procédés d'extraction qui auraient une incidence écologique désastreuse», a répété la ministre de l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, devant l'Assemblée nationale ce mardi. Le débat qui avait lieu sur l'exploitation des gaz de schiste a ainsi fait apparaître une forte opposition de la part des députés, y compris parmi les élus UMP.

Christian Jacob, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, a notamment demandé un moratoire «ad vitam aeternam» sur les forages de gaz de schiste et rappelé «la vive hostilité des députés du groupe UMP à ces projets». La motion parlementaire «contre l'exploitation du gaz de schiste» écrite à l'initiative de Pierre Morel-à-L'Huissier, député UMP de Lozère, et de Pascal Terrasse, député PS de l'Ardèche, est passée de 80 signataires à 100 ce mardi.

Le rapport de la mission d'information rendu en juin

Le débat de mardi a été également l'occasion pour Hubert Falco, sénateur-maire UMP de Toulon, et Horace Lanfranchi, président UMP du conseil général du Var, d'exprimer leur «ferme opposition» à tout forage de gaz de schiste dans leur département. Jean-Louis Borloo, qui avait octroyé trois permis de prospection en mars 2010, n'a en revanche pas pris la parole sur ce sujet.

Un rapport sur les gaz de schiste sera rendu au ministère de l'Ecologie en juin prochain pour décider de la levée du moratoire qui suspend actuellement toute prospection de ce gaz dispersé en profondeur dans le sous-sol français. La mission d'information qui doit le rédiger est présidée par le député PS du Gers Philippe Martin et le député UMP de l'Oise François-Michel Gonnot, qui a réaffirmé mardi son soutien à la technique d'extraction par fracturation.

A.C.